

L'ESSENTIEL

2023

INITIATIVE DEVELOPPEMENT

- › ACCOMPAGNEMENT ET RENFORCEMENT DES ACTEURS
- › CITOYENNETÉ ET TERRITOIRES
- › CLIMAT, ÉNERGIE ET FORÊT
- › EAU, ASSAINISSEMENT ET DÉCHETS
- › ÉDUCATION
- › SANTÉ

id*

INITIATIVE
DÉVELOPPEMENT
DES
PROJETS SOLIDAIRES



BUDGET

6.2 MILLIONS D'EUROS



537 200 BÉNÉFICIAIRES DIRECTS
4 536 000 BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS



SALARIÉ·E·S

170 COLLABORATRICES ET COLLABORATEURS DANS LE MONDE

22 AU SIÈGE

DE DROIT FRANÇAIS

14 SUR LE TERRAIN

126 SUR NOS PROGRAMMES

DE DROIT LOCAL



ACTION

33 PROJETS

8

PAYS DONT FRANCE

HAÏTI : 31 %
TCHAD : 23 %
CONGO + GABON : 15 %
SÉNÉGAL : 10 %
MADAGASCAR + COMORES : 10 %
BÉNIN : 10 %
FRANCE : 1 %

NOS MISSIONS

- Accompagner les initiatives locales et développer les compétences des acteurs et des actrices qui les portent pour améliorer le pouvoir d'agir des populations.
- Agir à l'échelle des territoires pour une gestion concertée et inclusive des ressources, des services et des biens communs.
- Favoriser l'émergence et la structuration de partenaires de la société civile capables de porter en autonomie des actions au service des populations et des territoires.

- Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations et à la satisfaction de leurs besoins essentiels (alimentation, santé, eau, énergie, éducation, revenus décents...) en intégrant les limites environnementales qui s'imposent à l'humanité.
- Œuvrer pour réduire les discriminations de genre, d'âge, de culture, d'ethnie... et pour la promotion des droits humains.
- Être acteur de notre territoire en France en nous appuyant sur notre expérience internationale et contribuer à développer la mobilisation pour la solidarité internationale.



ÉDITO

Au travers de notre projet associatif, nous affirmons notre confiance en l'être humain et en sa capacité à agir individuellement et collectivement pour construire un avenir commun respectueux de la dignité humaine et de l'environnement. Les actions menées tout au long de l'année 2023 s'inscrivent dans cette vision, et nous espérons que cet «Essentiel» vous permettra de les découvrir.

L'engagement de l'association dans la transition écologique avait été voté fin 2022 en Conseil d'Administration ; ses premiers éléments de concrétisation ont été la réalisation d'un bilan carbone de nos activités en France et au Tchad.

Des débats qui s'en sont suivis, il faut retenir l'interpellation de nos collègues tchadiens : les pays du Sud prennent de plein fouet les graves conséquences d'un changement climatique dont les pays du Nord, par leur mode de vie, leur appétit de croissance sans fin, voire pour certains leur déni, sont responsables. La résilience de ces communautés au Sud, leurs réflexions et leurs actions pour que leurs pays restent vivables, sont remarquables.

Pour exemple, soulignons la mobilisation des acteurs locaux dans le programme Resisterre (Tchad, Sénégal, Burkina Faso) pour trouver des réponses viables, possibles, nécessaires, à mettre en œuvre par eux mêmes.

Dans toutes nos équipes et tous nos projets, cette préoccupation infuse : permettre à chacune et chacun de porter collectivement des réponses appropriées au dérèglement climatique et aux conséquences humaines, économiques et sociales induites. Plus que jamais les plaidoyers pour un changement de paradigme doivent s'intensifier et plus que jamais des solutions locales adaptées sont à construire et porter par les populations concernées, avec notre accompagnement.

Nous sommes une association française de solidarité internationale, nous avons à renforcer aussi nos prises de position, notre témoignage et ceux de nos partenaires pour dénoncer des situations inacceptables et être force de proposition dans des démarches innovantes, en adéquation avec les demandes et besoins des communautés locales.

Dans ce monde instable où les migrations liées à la pauvreté, au dérèglement climatique, aux guerres ne peuvent qu'augmenter, où la tendance est au repli sur soi, au rejet et à la stigmatisation des plus pauvres, y compris en France, notre voie et notre voix sont nécessaires : nous nous y inscrivons aux côtés des partenaires, dans le renforcement des sociétés civiles locales, dans la mobilisation sociale et citoyenne des populations, avec un ancrage territorial affirmé et qui s'inscrit dans la durée.

C'est pourquoi l'engagement dans la révision de notre projet stratégique, voté au dernier trimestre 2023, revêt une grande importance : il remet au cœur de toutes les actions nos partenaires, et les communautés locales que nous accompagnons, il affirme la nécessité de notre engagement dans des réseaux de solidarité, et de prendre position en France et à l'international pour plus de justice sociale, économique et climatique...

Et ID fête ses 30 ans en 2024... Une belle occasion de donner de la visibilité à tous ces acteurs du Sud qui se battent pour améliorer leurs conditions de vie et dont nous avons aussi tant à apprendre.


Agnès Rossetti
Présidente d'ID

ID ET SES PARTENAIRES À TRAVERS LE MONDE



HAÏTI

- **ADEMA**
Ansanm pou yon Demen Miyò an Ayiti
- **CAF**
Centre des Amis de la Francophonie
- **CIAT**
Comité Interministériel pour l'Aménagement du Territoire
- **CRI**
Cellule de Réflexion et d'Intervention
- **CROSE**
Coordination Régionale des Organisations du Sud-Est
- **EMI**
Entraide Médicale Internationale
- **GRAMIR**
Groupe de Recherche et d'Appui au Milieu Rural
- **GRET**
Groupe de Recherche et d'Échange Technologique
- **IRAM**
Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement
- **ITECA**
Institut de Technologie et d'Animation
- **SOE**
Service Œcuménique d'Entraide
- **SOFA**
SOLidarité Fanm Ayisyèn



SÉNÉGAL

- **Agences Régionales de Développement de Fatick et Diourbel**
- **Agence Régionale de Développement de Ziguinchor**
- **Association des Villageois de Ndem**
- **DECLIC**
Développement Citoyenneté Leadership Intégré et Communautaire
- **Région Nouvelle-Aquitaine**
- **SOL** Alternatives Agroécologiques et Solidaires



BURKINA FASO

- **SEEPAT**
Sauvons l'Environnement, l'Eau Potable et l'Assainissement pour Tous



BÉNIN

- **CERADID**
Centre d'Étude et de Recherche-Action pour un Développement Intégré Durable
- **GI-Mono**
Groupement Intercommunal du Mono
- **GRAIND**
Groupe de Recherches et d'Appui aux Initiatives de Développement
- **Université de Bordeaux-Montaigne**
- **Université de Parakou**
(LaSoAA Laboratoire de sociologie et d'Anthropologie appliquées)



FRANCE

- **Coordination SUD**
- **F3E**
Évaluer Échanger Éclairer
- **GERES**
Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités

LES PARTENAIRES DE DEFIS / TEAMIT

- **CliMates**
- **CRESS**
Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire Nouvelle-Aquitaine
- **ESTIA**
École Supérieure des Technologies Industrielles Avancées
- **RADSI**
Réseau Associatif pour le Développement et la Solidarité Internationale
- **Université de Bordeaux**
- **Université Bordeaux Montaigne**
- **Université de La Rochelle**



TCHAD

- **AGIR CCAG**
Cellule de Conseil et d'Appui à la Gestion de l'Eau
- **ATNV**
Association Tchadienne pour la Non Violence
- **CEFOD**
Centre d'Étude et de Formation pour le Développement
- **COOPI**
Cooperazione Internazionale
- **IRC**
International Rescue Committee
- **Mairie de Moundou**
- **PADIESE**
Partenariat pour l'Appui et le Développement des Innovations en Éducation, Santé et Environnement
- **SEVES**
Systèmes Économiquement Viables pour l'Eau aux Suds
- **UFEP**
Union des Femmes pour la Paix



CONGO BRAZZAVILLE

- **ACAF**
Association des Communautés locales et Autochtones en zones Forestières
- **ACP**
Action Contre la Pauvreté
- **AFDB**
Association des Femmes De la Bouenza
- **Apiflordev**
Apiculture Flore Développement
- **APVPS**
Association Professionnelle pour la Valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux
- **EFI**
European Forest Institute
- **GRET**
Groupe de Recherche et d'Échange Technologique
- **MEFDD**
Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable
- **OMF**
Ordre de Malte France
- **WWF**
France World Wildlife Fund



MADAGASCAR

- **Coopération Allemande (GIZ)**
- **Fondation Givaudan**
- **Intercommunalités de 3A MIROSO, 3AI, MAMISOA et ASA**
- **Planète Bois**
- **Région Itasy**
- **Région Nouvelle-Aquitaine**



COMORES

- **2Mains**
- **Dahari**
- **FORENA**
Fondation Ressources et Nature Maurice
- **IFAID**
Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement
- **IUCN**
International Union For Conservation of Nature (Branche Néerlandaise)
- **Planète Bois**
- **SAF/FJKM** Madagascar
- **SeyCCAT**
Seychelles Conservation and Climate Adaptation Trust



GABON AFRIQUE CENTRALE

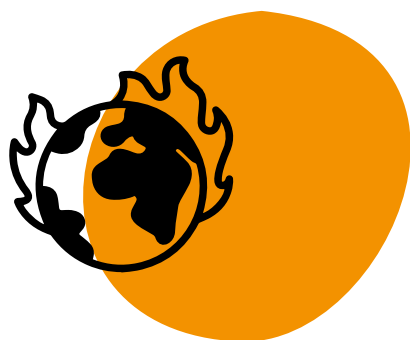
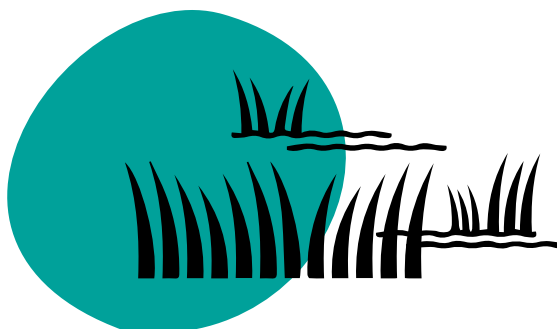
- **ReFLeT**
Réseau Femme Lève-toi
- **BRAINFOREST**
- **AEDH**
Agir Ensemble pour les Droits Humains

UNE POLITIQUE D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE AMBITIEUSE CHEZ ID



32 MILLIONS D'HECTARES DE FORÊT PRIMAIRE OU DE RÉGÉNÉRATION ONT ÉTÉ DÉTRUITS ENTRE 2010 ET 2015 SOIT QUASIMENT LA SUPERFICIE DE L'ALLEMAGNE !

85% DE LA SURFACE DES ZONES HUMIDES ONT DISPARU



75% DE LA SURFACE TERRESTRE EST ALTÉRÉE DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE

SOURCES FNH

De nos projets à notre organisation, conjuguer résilience climatique et développement soutenable

La lutte contre le dérèglement climatique nécessite des changements en profondeur de nos sociétés actuelles. S'adapter, évoluer, changer nos pratiques et nos habitudes sont autant de challenges à relever à la fois pour la planète et pour l'humain.

Mais pourquoi, et surtout comment agir quand ces enjeux paraissent si éloignés des préoccupations quotidiennes des habitants de nos pays d'intervention : pouvoir se nourrir, scolariser ses enfants ou avoir accès à l'eau ?

La prise de conscience des conséquences de plus en plus désastreuses de ce phénomène sur nos modes de vie est donc un préalable à l'engagement dans l'action. Elle nourrit l'envie et la motivation pour la définition de solutions concrètes, réalistes et applicables.

Les efforts doivent notamment être dirigés vers les pays émergents les plus vulnérables face au réchauffement climatique, mais aussi les plus dépendants aux énergies fossiles et à l'utilisation de la ressource bois.

Au-delà de la question de l'investissement économique, pourtant nécessaire, l'un des enjeux réside bien dans les changements d'usage et d'habitude en incorporant les

différents paramètres :

- > Un des défis à réaliser est de transformer la contrainte climatique en une opportunité pour réinventer des systèmes de production plus équitables pour tous les acteurs économiques et pour la planète.
- > La mobilisation communautaire pour l'invention de réponses aux défis climatiques est aussi essentielle.

Lorsqu'il est question d'appui au renforcement du pouvoir d'agir des communautés, rassembler et faire s'exprimer tous les groupes pour poser un diagnostic partagé sur les problèmes constitue le point d'entrée d'ID.

Accompagner chacune et chacun vers la réappropriation de ses capacités d'action individuelles et collectives, permettre aux individus de reprendre le contrôle de leurs vies, décider en toute connaissance de cause, redonner leur légitimité pour pouvoir « faire société » autrement, tels sont les objectifs qui guident nos actions en tant qu'ONG de développement.

L'action, et surtout l'action collective, n'est pas la simple application d'une décision prise au sommet. Elle passe par différents relais, différentes mobilisations et ne requiert pas seulement des connaissances. Elle fait appel à l'imaginaire et à la croyance du bien-fondé qui lui donnent du sens et de la motivation pour se concrétiser.

Le chantier de la transition écologique au cœur de la stratégie de développement de l'association

La transition écologique est cruciale en raison de l'urgence climatique, nécessitant une approche transversale. En tant qu'ONG dédiée à la dignité humaine et au respect de la planète, il est essentiel d'être en phase avec les valeurs que nous défendons. Notre démarche s'appuie sur la Théorie du Donut de Kate Raworth, combinant plancher social des droits humains et plafond environnemental des limites planétaires. Cette théorie guide notre quête d'équilibre entre transition écologique et mission sociale, offrant un cadre durable pour une société équitable.

Le rapport « Les organisations de solidarité internationale en 2030 » du cabinet Kayros souligne une intensification des cadres et politiques environnementales des bailleurs, et un engagement croissant des ONG vers des objectifs de neutralité carbone. Il est impératif pour notre association de s'inscrire dans cette dynamique.

Dans la perspective de réduire notre empreinte carbone en tant qu'organisation, il est proposé de commencer par réaliser un bilan carbone. Cela implique l'utilisation de la méthodologie BEGES pour mesurer les émissions liées aux principales activités de notre structure. Cette mesure nécessiterait le recours à des prestations externes pour calculer le bilan carbone et former un point focal en interne, avec un coût estimé entre 7 000€ et 10 000€. Ensuite, une stratégie claire de réduction des émissions

serait élaborée, basée sur les résultats du bilan carbone et supervisée par un groupe de pilotage restreint, comprenant des représentants de différents niveaux de l'organisation. Ce groupe serait formé aux enjeux écologiques pour renforcer leur expertise. Une fois la stratégie définie, des plans d'actions spécifiques à chaque site (siège et pays) seraient mis en œuvre, avec une Ressource Humaine dédiée pour coordonner ces actions, et des outils pédagogiques et formations continues pour sensibiliser et former les équipes.

Par ailleurs, il est indispensable d'intégrer le climat et la biodiversité dans nos projets de manière transversale. Cela signifie éviter la maladaptation en sensibilisant les équipes aux enjeux climatiques et en introduisant un marqueur « Climat » graduel, accompagné d'outils d'analyse. Ainsi, toute action doit être réfléchie pour ne pas exacerber les vulnérabilités des populations face aux changements climatiques. En même temps, nous devons renforcer les puits de carbone par la promotion de projets axés sur l'adaptation au changement climatique et la préservation des écosystèmes. Cette approche passe par une collaboration étroite avec les communautés locales, afin de les accompagner dans une transition bas-carbone durable.

Ce cadre de travail sera discuté par le Conseil d'Administration et le Comité de Direction pour validation collective et amorcer les travaux en collaboration avec nos partenaires et les réseaux auxquels nous appartenons, tels que la Commission Climat et Développement de Coordination Sud et le Groupe Initiative.



LES THÉMATIQUES D'INTERVENTION D'ID

EAU, ASSAINISSEMENT ET DÉCHETS

9%*

- > 2 mairies accompagnées dans la création de leur service de gestion d'assainissement solide et liquide
- > 81 912 personnes sensibilisées aux principes de l'hygiène et aux enjeux de l'assainissement
- > 4 associations des usagers de l'eau accompagnées
- > 19 organisations de la Société Civile renforcées dans leur rôle de sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement
- > 8 bornes fontaines construites en 2023
- > 25 opérateurs de précollecte formés à la gestion des déchets solides
- > 4 732 mètres linéaires d'extension de réseau d'eau



CLIMAT, ÉNERGIE ET FORÊT :

21%*

- > 124 574 plantations d'arbres
- > 93 acteurs de la société civile locaux sensibilisés sur les causes et conséquences de la déforestation
- > 96 610 foyers améliorés vendus depuis 2010
- > 200 acteurs engagés dans la restauration des forêts
- > 570 acteurs de la filière Ylang accompagnés
- > 144 acteurs de la filière Ylang formés à la gestion entrepreneuriale
- > 51 OSC participantes aux sessions d'information
- > 194,6 hectares de forêts reboisés
- > 620 bénéficiaires des causeries communautaires sur la gestion des forêts



SANTÉ

12%*

- > 20 projets d'organisations communautaires de base financés
- > 81 554 personnes ayant bénéficié d'un accompagnement en santé
- > 216 organisations de la société civile accompagnées sur des enjeux de nutrition, d'hygiène, de santé sexuelle et reproductive ou violences basées sur le genre
- > 110 relais communautaires formés et accompagnés pour mieux faire le lien entre les institutions sanitaires, les collectivités et les populations
- > 45 collectivités territoriales bénéficiaires d'un accompagnement pour renforcer l'offre de soins de santé sur leur territoire





1%*

ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

- > **325** bénéficiaires directs jeunes sur l'édition 2023
- > **10** projets œuvrant pour les Transitions Écologiques et Solidaires accompagnés par 76 étudiant.e.s de RNA au sein de 9 formations de Nouvelle-Aquitaine
- > **13** bénévoles recruté.e.s et formé.e.s lors d'un WEI à Poitiers pour le 1er volet de mobilisation bénévole, ayant sensibilisé 106 jeunes de la région lors de l'animation de leurs ateliers
- > **1 RDV** des Transitions Écologiques et Solidaires avec 109 participant.e.s et plus de 95% de satisfaction de leur part



55%*

CITOYENNETÉ ET TERRITOIRES

- > **1 295** personnes ayant bénéficié de sensibilisation
- > **8** espaces de concertation créés
- > **226** OSC participantes aux sessions de formation
- > **6** communes accompagnées dans un processus de mobilisation fiscale
- > **115** communes accompagnées dans le renforcement de leurs capacités

LE PÔLE ACCOMPAGNEMENT ET RENFORCEMENT DES ACTEURS



- > **1 328** personnes bénéficiant d'Approches Orientées Changement appliquées à la Mobilisation Sociale
- > **1 374** personnes concernées par une procédure de Renforcement Organisationnel et Institutionnel
- > **46** personnes formées pour le déploiement de l'Approche Orientée Changement appliquée à la Mobilisation Sociale



2%*

ÉDUCATION

- > **52** causeries éducatives pour les jeunes filles
- > **34** enseignants accompagnés
- > **26** écoles et centres de santé accompagnés
- > **124 000** habitants bénéficiant d'écoles renforcées



* Pourcentages exprimés en volume budgétaire



MADAGASCAR ET COMORES



CONGO ET GABON



**LES V
D
EN**



HAÏTI





SÉNÉGAL



FRANCE



BÉNIN



TCHAD



ISAGES
'ID
2024

LES PROJETS D'ID DANS LE MONDE EN 2023



MULTIPAYS



CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

> Convention-Programme ACTIF - Favoriser la participation effective et l'inclusion des habitant.e.s éloigné.e.s des espaces de décision dans le développement territorial

Bénin, Congo Brazzaville, Haïti, Sénégal, Tchad 2022-25 (Phase 1)



ACCOMPAGNEMENT ET RENFORCEMENT DES ACTEURS

> Convention-Programme DIARO - Dispositifs d'Implication des Acteurs et de Renforcement des Organisations

Congo Brazzaville, Haïti, Madagascar, Sénégal et Tchad 2020-23 (Phase 2 et 3)

CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

> RésiSTerre - Résilience, Société et Territoires

Burkina Faso, Sénégal, Tchad 2021-2024 (phase 1)

TCHAD

Depuis 2004



CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

> Madjilébé - Amélioration de la résilience au changement climatique, projet mis en œuvre dans le cadre de la Convention-Programme RésiSTerre, en partenariat avec l'ONG tchadienne UFEP

Moundou et 5 villages alentours 2021-2024 (Phase 1)

> Approche Orientée Changement adaptée à la mobilisation sociale visant à la protection de la forêt de Koutou

> Renforcement Organisationnel et Institutionnel auprès de 8 associations membres de l'UFEP



ÉDUCATION

> Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Éducation de base et de Promotion d'une gestion de Proximité dans 50 écoles (PAQEPP), projet mis en œuvre en partenariat avec l'ONG tchadienne PADIESE

N'Djamena et Moundou 2017-2023



ACCOMPAGNEMENT ET RENFORCEMENT DES ACTEURS

> Bâtir le futur avec le développement holistique des jeunes enfants (ADELAC)

Lac Tchad 2020-2024

> Approche Orientée Changement visant l'amélioration du développement de l'enfant auprès des communautés des aires de desserte des centres de santé de 4 communes du Lac Tchad (Bol, Méléa, Kanggalom, Ngarandou)



EAU, ASSAINISSEMENT & DÉCHETS

> Iro Goto - Gestion des déchets dans la ville de Moundou

Moundou 2022-2023

> Man Madjibé - Renforcer la gouvernance locale de l'eau et de l'assainissement de la sous-fédération de Guidari, projet mis en œuvre en partenariat avec l'ONG française SEVES et les ONG tchadiennes ADES et AGIR-CCAG

Zones rurales autour de Koumra 2022-2025

> Approche Orientée Changement adaptée à la mobilisation sociale visant à l'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement dans les villages de Mtekaga et Ngabolo



CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

> Appui à la Gouvernance locale et Renforcement des Acteurs communaux dans 8 communes tchadiennes (AGORA), projet mis en œuvre dans le cadre de la convention-programme ACTIF en partenariat avec l'ONG tchadienne CEFOD

Koumra, Mongo, Pala, Léré, Gounou Gaya, Bongor, Ati, Oum Hadjer 2021-2025

> Moundou Leci - Favoriser la participation à la vie publique des habitant.e.s les plus éloigné.e.s des espaces de décisions, projet mis en œuvre dans le cadre de la convention-programme ACTIF en partenariat avec l'ONG tchadienne ATNV

Commune de Moundou 2022-2025

> Approche Orientée Changement appliquée à la mobilisation sociale visant à l'inclusion des jeunes dans la vie publique

BURKINA FASO

Depuis 2019



CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

> Système pérenne de production et diffusion de foyers améliorés et de kits solaires (ENERLIENCE), projet mis en œuvre dans le cadre de la convention-programme RésiSTerre par l'ONG partenaire burkinabé SEEPAT

Bobo-Dioulasso et communes alentours 2021-2024

FRANCE

Depuis 2019



ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

> **DÉFIS / TEAMIT - Développons Ensemble une Fabrique à Innovations Solidaires**
France, Afrique et Haïti. Chaque année

COMORES

Depuis 1996



CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

> **Jeunes et Femmes des Comores pour le Développement Durable de la Filière Ylang - accompagnement de l'insertion professionnelle et socio-économique des jeunes et des femmes au cœur d'une filière durable Ylang-Ylang des Comores.** Projet mis en œuvre en partenariat avec les 3 associations interprofessionnelles de la filière ylang-ylang (ICFY - Interpro Comorienne de la Filière Ylang) et leur association haïtienne nationale

Îles d'Anjouan et Mohéli 2023

ACCOMPAGNEMENT ET RENFORCEMENT DES ACTEURS

> **Accompagnement, suivi et renforcement organisationnel et institutionnel auprès de 9 associations bénéficiaires du dispositif Projets Innovants des Sociétés Civiles et Coalitions d'Acteurs de l'Ambassade de France aux Comores (PISCCA), en partenariat avec l'IFAIID**

À l'échelle nationale 2021-2023

> **RIT MadIO - Mise en œuvre de la programmation 2022-2027 du Critical Ecosystem Partnership Fund (CEPF) pour le développement et la mise en œuvre de projets en faveur de la biodiversité aux Comores par des organisations de la société civile, accompagnés par un consortium régional de Madagascar et des îles du sud-ouest de l'Océan Indien**

ID responsable pour les Comores 2022-2027

MADAGASCAR

Depuis 2019



CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

> **Programme d'Appui à la Gouvernance locale en Itasy (PAGLI)**

22 communes de la Région Itasy 2023-2026

> **Renforcement Organisationnel et Institutionnel auprès des 4 intercommunalités partenaires**

CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

> **Hanitrana - Développer des pratiques de distillation durables et respectueuses de l'environnement pour les producteurs d'huile essentielle de girofle à Madagascar**

Districts de Fénérive-Est et Vavatenina, Région d'Analanjiroro 2020 - 2024

HAÏTI

Depuis 1994



SANTÉ

> **Projet en faveur de l'amélioration de la santé maternelle et infantile en Haïti (TIMAMA 2), projet mis en œuvre avec les ONG haïtiennes SOFA et SOE et les ONG françaises EMI**

Département du Nord-Ouest 2022-2024

CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

> **Les Jeunes porteurs de changements dans le Haut Nord - Ouest, projet mis en œuvre dans le cadre de la convention-programme ACTIF**

Saint Louis du Nord, Anse à Foleur et Île de la Tortue 2021-2025

> **Approche Orientée Changement appliquée à la mobilisation sociale visant à lutter contre la pollution environnementale dans la ville de Saint Louis du Nord**

> **PAGODE - Programme d'Appui à la GOUVERNANCE Décentralisée, projet mis en œuvre en partenariat avec 3 ONG haïtiennes CROSE, GRAMIR et ITECA et une ONG française IRAM**

Départements du Sud-Est, du Sud et de Grand'Anse 2019 - 2023

> **Approche Orientée Changement appliquée à la mobilisation sociale visant à améliorer la gestion des déchets dans la ville de Tiburon (mise en œuvre par le partenaire ITECA)**

CONGO BRAZZAVILLE

Depuis 2004



CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

> CIBEL - Projet intégrant la mise en place d'une Approche Orientée Changement visant les populations autochtones autour d'une aire protégée

District de Sembé, Département Sangha, 2023-2026

> Nzela - Renforcer et promouvoir l'accès aux droits pour les populations vulnérables, en particulier les populations autochtones, projet mis en œuvre dans le cadre de la convention-programme ACTIF, en partenariat avec les ONG congolaises APVPS, ACAF et l'ONG française OMF

District d'Enyellé, Département de la Likouala 2020-2024

> Approche Orientée Changement appliquée à la mobilisation sociale visant à améliorer la relation entre Bantous et Akas

> Nkayi et Owando, des villes assainies et inclusives (NOVAI), en partenariat avec l'ONG française GRET et les ONG congolaises AFDB et ACP, Programme « Villes Résilientes en République du Congo »

Villes de Nkayi et Owando 2021-2024

> Approche Orientée Changement appliquée à la mobilisation sociale visant à la mobilisation des habitants de Nkayi et Owando pour des changements de pratiques en matière d'Hygiène et d'Assainissement

> Renforcement organisationnel et institutionnel auprès de 20 organisations

> ATESOC - Aménagement du Territoire et Société Civile en République du Congo

Brazzaville et Département du Pool 2021-2023



CLIMAT ENERGIE FORÊT

> LITUKA

Développement de la filière des cuiseurs économes, en partenariat avec le Ministère Congolais de l'Economie Forestière et le CAFI

Brazzaville et Pointe Noire, 2023-2026

GABON / AFRIQUE CENTRALE



ACCOMPAGNEMENT ET RENFORCEMENT DES ACTEURS

> DEFI 3 - Développement et accompagnement des initiatives d'organisations de défense des droits humains en Afrique Centrale

2021-2024

> Citoyennes Engagées - Projet visant à développer et favoriser la promotion des droits des femmes au Gabon

Gabon 2021-2024

> Approche Orientée Changement appliquée à la mobilisation sociale visant à lutter contre les violences en milieu universitaire à l'Université de Libreville

SÉNÉGAL

Depuis 2014



CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

> Appui au développement des énergies renouvelables (PRODER), projet mis en œuvre dans le cadre de la convention-programme RésiSTerre en partenariat avec les Agences régionales de Développement de Fatick et Diourbel

Région de Fatick et Diourbel 2021-2024

> Approche Orientée Changement appliquée à la mobilisation sociale visant à l'amélioration de la gestion de la forêt de Malka pour freiner la déforestation

> Renforcement et Développement de l'entreprise de production et de distribution de biocombustibles Yaakaar Environnement (YE), projet mis en œuvre dans le cadre de la convention-programme RésiSTerre en partenariat avec l'Association des Villageois de N'Dem N'Dem 2021-2024

> Biofermes, projet mis en œuvre dans le cadre de la convention-programme RésiSTerre pour la mise en place de périmètres maraîchers agroécologiques démonstratifs et pédagogiques, en vue d'une duplication de ces pratiques dans les exploitations familiales.

Région de Diourbel, 2021-2024

BÉNIN

Depuis 2020



EAU, ASSAINISSEMENT & DÉCHETS

> Gestion Intercommunale des boues de vidange (GIBOU), projet mis en œuvre en partenariat avec le Groupement Intercommunal du Mono

Les 6 communes du Département du Mono 2020-2024



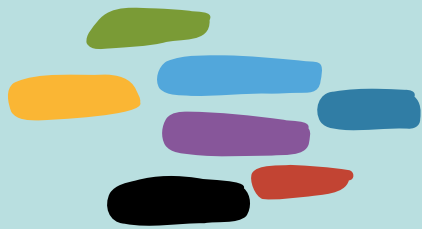
CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

> Appui à la mise en place d'une gouvernance participative et Inclusive de l'Assainissement Liquide Inter-AGIAL, projet mis en œuvre en partenariat avec le GI-Mono, l'ONG béninoise CERADID et les universités de Bordeaux et de Parakou

Les 6 communes du Département du Mono 2021-2024

> Approche Orientée Changement appliquée à la mobilisation sociale visant l'amélioration de la situation de l'hygiène et l'assainissement auprès des habitants de 6 quartiers des communes de Comé, Lokossa et Athiémé

> Renforcement Organisationnel et Institutionnel auprès de 10 organisations de la société civile locale



NOS ENGAGEMENTS EN 2023

Une victoire pour les ONG face à l'annulation de l'obligation de criblage

Suite à une mobilisation massive des ONG membres de Coordination Sud, le Conseil d'État a annulé les lignes directrices en matière de criblage au motif que l'obligation de criblage n'existe pas en l'état du droit, et que les bailleurs institutionnels ne peuvent pas exiger la mise en œuvre d'une telle mesure par les Organisations de la Société Civile (OSC) pour verser leurs subventions. Les organisations de solidarité internationale réaffirment leur volonté d'adopter des pratiques conformes à leurs principes d'intervention, respectueuses de la réglementation en vigueur et proportionnées aux risques identifiés en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Elles excluent le criblage des populations bénéficiaires de l'aide, qui reste une ligne rouge infranchissable.

La suspension de l'Aide Publique au Développement au Niger et au Burkina

Depuis sa décision de suspendre l'Aide Publique au Développement (APD) à destination du Niger et du Burkina Faso, le gouvernement a entretenu un flou insoutenable sur le devenir des financements de projets mis en œuvre par les ONG.

Cette mesure risque d'impacter l'accès à des services sociaux de base, tels que l'éducation, la santé, l'alimentation pour les populations les plus vulnérables. En maintenant cette suspension, le gouvernement met en péril les capacités opérationnelles des organisations locales et internationales qui jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre de l'APD pour répondre aux besoins urgents de ces populations fragilisées. Coordination SUD et ses 184 ONG membres ont appelé à la responsabilité et au maintien de principe de l'ensemble des financements transitant par toutes les organisations de la société civile. Néanmoins, Coordination SUD et ses ONG n'ont pas eu gain de cause, causant l'arrêt des activités fin 2023.

Nous croyons en la force du collectif pour agir et accroître l'impact de nos actions.

A l'été 2023, Initiative Développement a rejoint la communauté all4trees. C'était pour ID l'occasion de collaborer avec des acteurs et actrices engagés et réunis autour d'une cause commune et fondamentale : la préservation des forêts. Nous sommes également convaincus que le partage d'expériences et d'expertises est important pour améliorer nos pratiques et développer des approches bénéfiques aux écosystèmes comme aux populations qui les habitent.

Le Groupe initiatives a célébré son 30^e anniversaire !

Le collectif agit depuis 30 ans pour un monde équitable et pour une meilleure prise en compte de l'expertise associative dans les politiques publiques de développement. Initiative Développement est fière d'en être membre depuis 15 ans et souhaite un joyeux anniversaire plein d'engagement et de solidarité au Groupe Initiatives !

LES FAITS MARQUANTS 2023



→ JANVIER

Allier transition écologique et Responsabilité Climatique des Organisations, notre défi !

Pour anticiper les évolutions futures dans les manières de travailler, de construire les projets et d'accompagner les partenaires sur le terrain afin de renforcer leurs capacités à prendre en compte systématiquement les enjeux climatiques tout en assurant la continuité de sa mission sociale.

Dès 2022, ID s'est impliquée dans cette démarche au travers de deux axes : réaliser le bilan carbone de ses activités France et au Tchad pour dresser un portrait réaliste de nos impacts ici et là-bas, et participer à la commission climat et développement de Coordination Sud. L'objectif est de limiter l'impact environnemental et de permettre aux partenaires locaux de s'adapter au changement climatique.

→ FÉVRIER

Une révolution technologique low tech pour la filière girofle à Madagascar !



Depuis cet été, un nouveau prototype d'alambic distillation d'huile essentielle de feuille de girofle (HEFG) est en fonctionnement à Fénériver-Est, Madagascar.

Avec une consommation de bois-énergie réduite de deux tiers, 88% de rendement supplémentaire, et un taux d'eugénol supérieur à 80% en conduite conforme, l'alambic HANITRALA 02 est une révolution technologique pour la filière !

→ MARS

Fidéliser les collaborateurs et collaboratrices d'ID est un enjeu fondamental pour notre association !

Travailler à l'épanouissement, à l'évolution et au développement de nos équipes contribue à leur fidélisation. La formalisation de notre politique Ressources Humaines engage ainsi ID à appuyer le développement professionnel des salarié.e.s, afin d'optimiser l'impact de l'organisation dans la réalisation de ses missions humanitaires ou sociales en cohérence totale avec notre projet associatif.

→ AVRIL

ID fait le pari de développer son expertise sur l'accompagnement et le renforcement des OSC et de la société civile.

Et ça marche !

3 organisations de défense des Droits Humains de l'Est de la République Démocratique du Congo ont été accompagnées par l'équipe du PAR à réaliser un travail de planification stratégique et à identifier leurs besoins en renforcement grâce aux méthodes de Renforcement Organisationnel et Institutionnel du Pôle Accompagnement et Renforcement des Acteurs (PAR) d'ID !

Durant trois semaines, au Burundi, Humanité Pour Tous (HPT), Action pour la Justice, la Paix et le Développement (AJPD) et SOLidarité des Femmes pour le Développement Intégral (SOFEDI) se sont succédés pour des ateliers intenses et fructueux avec l'équipe ID PAR et le directeur pays Congo.

→ MAI

Participation à la sauvegarde de la forêt, un jeu de démocratie et d'adaptation au changement climatique



ID, après une expérience réussie dans le développement local des populations du District de Mouyondzi il y a quatre ans, a répondu favorablement à la demande du Comité de Développement Local, issu d'un projet précédent.

En partenariat avec l'Association des femmes pour le développement de la Bouenza, ce programme vise à « Renforcer les populations victimes de la déforestation dans le district de Mouyondzi et contribuer au respect de leurs droits fondamentaux en matière de participation à la gestion des ressources forestières ».

Il promeut une gestion participative et respectueuse des ressources forestières, renforçant ainsi les autorités locales et contribuant à la préservation des forêts et au respect de la législation en vigueur.

→ JUIN

Renforcement de la résilience des territoires sahéliers : Bilan et perspectives



Un séminaire de cinq jours s'est tenu en juin 2023 au Sénégal. Ce dernier a regroupé l'ensemble des partenaires et équipes sur la convention programme Resisterre, durant lequel les résultats du diagnostic de vulnérabilité et des facteurs de résilience des territoires ruraux sahéliers ont été discutés collectivement.

Un premier jalon à la mise en place d'un cadre commun d'analyse et de partage autour de la résilience entre nos partenaires sénégalais, tchadien et burkinabé. Sur la base de ces résul-

tats et discussions, chacun a ensuite priorisé les facteurs de résilience sur lesquels agir et les options d'adaptations les plus pertinentes à mettre en œuvre. La poursuite des échanges dans ce cadre de concertation permet aux partenaires d'échanger sur leurs stratégies et de réfléchir collectivement à l'élaboration d'un dispositif de suivi-évaluation et de mesure d'impact de la contribution de leurs actions aux enjeux de résilience.

→ JUILLET

ID, Poitiers et Grand Poitiers signent une convention pluriannuelle d'objectifs en faveur de la transition écologique et la citoyenneté ici et au Tchad !



C'est une collaboration inédite entre deux collectivités françaises et une ONG française engagée au Tchad, en particulier dans la ville de Moundou, qui marque une étape importante pour nos ambitions communes.

Ce partenariat en faveur de la transition écologique et de la résilience territoriale se déploie sur les thématiques suivantes : gestion des ressources naturelles, énergie, eau, assainissement et gestion des déchets, tout en renforçant la citoyenneté et le pouvoir d'agir. Les soutiens financiers pluriannuels de Grand Poitiers et Poitiers sont un réel signe de reconnaissance de la qualité de notre travail sur le terrain et de la pertinence des alliances entre collectivités locales françaises et ONG.

→ AOÛT

Les acteurs de la gouvernance locale présentent leurs résultats positifs et appellent à poursuivre ces approches structurantes



Le lundi 26 juin 2023, le Programme d'Appui à la Gouvernance Décentralisée (PAGODE) a procédé à son événement de clôture nationale, en marge de l'atelier sur la fonction publique territoriale organisée par le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT).

Pendant 5 ans, une collaboration inédite entre l'État, les collectivités, les 11 mairies partenaires et les associations de la société civile a permis de mener à ces résultats. En dépit de nombreux défis et crises, ces acteurs ont pu s'adapter aux difficultés en apprenant à mieux se connaître et mieux travailler ensemble.

Ils prouvent que le renforcement de la gouvernance locale est au cœur du relèvement, même en période de crise. Les résultats de la capitalisation ont été diffusés, en présentant notamment le Fonds d'Investissement Local et ses projets structurants, les dynamiques de la société civile, la fiscalité locale et le renforcement des acteurs de la gouvernance locale.

→ SEPTEMBRE

Des femmes en action



En juin, le projet Inter-AGIAL a organisé des séances de sensibilisation sur la prise de parole en public, le leadership et les enjeux d'assainissement liquide pour les femmes et les personnes en situation de handicap (PSH) du Mono. Sept séances ont été réalisées : six pour les femmes dans chaque commune du Mono et une pour le réseau des PSH.

Les sujets abordés ont suscité beaucoup d'intérêt et la participation a été élevée.

Cette initiative a marqué la première sensibilisation exclusive pour les PSH réalisée par ID et le Gi-Mono, renforçant l'inclusivité. En outre, ces séances ont permis de reprendre contact avec d'anciennes participantes pour réaliser un bilan sur les actions passées afin de mesurer les progrès en matière d'eau, d'hygiène

et d'assainissement (EHA) et améliorer les interventions futures.

→ OCTOBRE

Se concerter est essentiel pour gérer au mieux les services publics de l'eau



Offrir une opportunité unique de réunir les parties prenantes et faciliter leur participation active dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des actions visant à améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, voilà le défi que relèvent les cadres de concertation de Dokassi, Ngabolo, Makaga et Matekaga dans le sud du Tchad. Depuis mars 2023, ces cadres garantissent une approche inclusive, tenant compte des besoins des personnes âgées, des femmes et des jeunes. En partageant des expériences positives

de gestion de l'eau, ils optimisent les ressources et renforcent l'efficacité des interventions du projet Man Madjibé.

Weekend Intégration des bénévoles Initiatives Jeunes



En France, notre projet DEFIS a permis la formation de 12 jeunes de la Nouvelle-Aquitaine sur des outils pédagogiques en lien avec les Objectifs de Développement Durable afin qu'ils puissent l'animer auprès d'autres jeunes de la région.

Une belle façon d'impliquer les jeunes en échangeant avec d'autres jeunes. Les prochaines étapes comprennent l'animation en groupe d'autres jeunes de la région, les rencontres en ligne (ouvertes au public) avec des intervenants en matière de transitions écologiques et solidaires, ainsi que l'organisation du Rendez-Vous des Innovations Solidaires qui a eu lieu le 14 décembre 2023.

→ NOVEMBRE

Valoriser les biodéchets et développer l'entrepreneuriat au Sénégal



Au Sénégal, Yaakaar Environnement est une entreprise de production de biocombustibles à base de coques d'arachides qui est accompagnée par ID depuis novembre 2021. Après deux années de travail dédiées à la structuration de l'entreprise et à la construction du bâtiment de production, l'inauguration du nouveau bâtiment a été festive ! La célébration du lancement des biocombustibles Yaakaar, réunissant autorités religieuses, représentants politiques et associatifs, ainsi que les habitants.e.s de villages, a permis de sensibiliser sur les enjeux de cette filière et de découvrir les locaux et la chaîne de production.

→ DÉCEMBRE

En Haïti : une amélioration des soins de santé maternelle et néonatale



En Haïti, une formation très complète a été dispensée à 25 prestataires de soins sur les Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence (SONU), le soin prénatal et la planification familiale, ce qui va permettre d'améliorer significativement la prise en charge des patientes. La réhabilitation de cinq structures de santé et la construction d'un bureau pour l'Unité de l'arrondissement de santé du Bas Nord-Ouest visent à offrir un meilleur accueil aux usagers et à renforcer la coordination des soins. Ces initiatives ont pour objectif de conduire à une réduction des accouchements communautaires, au retour des jeunes filles à l'école après des grossesses précoces et au renforcement du leadership des médecins locaux. Les services de santé se sont améliorés suite aux actions de Renforcement Organisationnel et Institutionnel (ROI), et l'autonomie des femmes a été renforcée via les clubs des mères et les «caso tipatipa». De plus, l'implication des acteurs locaux dans le suivi des décès communautaires a été importante grâce aux comités de surveillance de décès maternel.



LE RAPPORT FINANCIER D'ID EN 2023

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

• Une année de consolidation de l'activité :

> Le budget d'ID de 6,2 millions € est en légère augmentation (+ 6 %) par rapport à 2022, pour traduire le maintien, voire la bonne tenue de l'activité.

> Le résultat net déficitaire de 48 000 € (0.8%) n'est pas significatif et ne remet pas en cause le modèle économique d'ID en 2023. Cependant il ne permet pas non plus de renforcer les fonds propres de l'association.

• Haïti, toujours première zone d'intervention d'ID avec une activité cette année de 1,6 millions €. Le Tchad vient ensuite (1,2 millions €) puis le Congo (0,8 millions €) et les Comores (0,5 millions €)

• 15% de l'activité 2023 mis en œuvre par nos partenaires en Haïti, aux Comores, au Bénin, au Burkina Faso, au Sénégal et au Congo

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION 2023

ORIGINE DES RESSOURCES

Les ressources de l'exercice (6,2 millions €), en légère augmentation par rapport à 2022, confirment la continuité des programmes en cours, mais aussi le développement de nouvelles actions.

Les subventions et autres concours publics sont toujours et de loin la première ressource d'ID.

Ainsi en 2023, les bailleurs institutionnels représentent 82.7% des ressources encaissées, au premier rang desquels figurent l'Union européenne et l'Agence Française de Développement. Puis viennent la Région Nouvelle Aquitaine, les syndicats et agences régionales de l'eau, Grand Poitiers et la ville de Poitiers. Les contributions de partenaires privés (principalement des fondations, françaises ou étrangères) continuent d'augmenter et viennent cofinancer les programmes à hauteur de 4,6% des ressources encaissées.

Les fonds issus de la générosité du public représentent 1,4 % du total des ressources encaissées. Les autres produits (ressources générées par les prestations de services principalement) sont en légère baisse et représentent 11,3 % des ressources encaissées.

PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	2023			2022		
	total	%	Dont générosité du public	total	%	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE						
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	87 110	1,4%	87 110	111 115	2,2%	111 115
1.1 Cotisations sans contrepartie	1 220		1 220	1 290		1 290
1.2 Dons, legs et mécénat	77 748		77 748	105 139		105 139
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	8 141		8 141	4 686		4 686
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	6 059 041	98,6%		5 684 710	97,8%	
2.1 Cotisations avec contrepartie						
2.2 Parrainage des entreprises						
2.3 Contributions financières sans contrepartie	218 229			96 260		
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	683 931			1 029 343		
SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	5 071 961			4 555 088		
REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	84 920			4 019	0,1%	
TOTAL	6 146 151	100,0%	87 110	5 795 825	100,1%	111 115
CHARGES PAR DESTINATION						
1 - MISSIONS SOCIALES	5 472 943	88,4%	77 568	5 097 217	89,0%	113 442
1.1 Réalisées en France	64 340		912	55 397		1 233
- Actions réalisées par l'organisme						
- Versements à d'autres organismes agissant en France						
1.2 Réalisées à l'étranger	5 408 603		76 656	5 041 821		112 209
- Actions réalisées par l'organisme	4 582 598		64 949	4 344 079		96 680
- Versements à d'autres organismes agissant à l'étranger	826 005		11 707	697 742		15 529
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	49 605	0,8%	703	52 207	0,9%	1 162
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	49 605		703	52 207		1 162
2.2 Frais de recherche d'autres ressources						
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	652 105	10,5%	9 242	541 888	9,6%	12 296
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	19 616			30 378		
5 - IMPÔT SUR LES BENEFICES	0			9 638		
TOTAL	6 194 269		87 514	5 731 329		126 900
EXCEDENT OU DEFICIT	-48 118			64 496		

DESTINATION

Près de 9 euros sur 10 restent consacrés aux missions sociales de l'association grâce à notre effort permanent de maîtrise des dépenses de collecte de fonds (moins de 1% des emplois) et de fonctionnement (10% des emplois).

Ces missions sociales sont très largement réalisées à l'étranger (5,4 millions d'euros dont 0,8 millions versés à des organisations partenaires).

Les actions réalisées en France représentent 0,6 million d'euros. 3 millions de ressources non utilisées en 2023 sont reportées en produits constatés d'avance sur 2024.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La contribution des bénévoles apportant leur appui et leur expertise à ID est évaluée à 52 000 €, soit 0,9 emploi ETP (équivalent temps plein). Cet appui bénévole est principalement dédié au fonctionnement de la structure.

BILAN ET POLITIQUE DE FONDS ASSOCIATIFS

L'actif immobilisé est constitué principalement par les locaux du siège de l'association à Poitiers ainsi que ceux de locaux à Port au Prince (Haïti), dont ID est propriétaire. A noter en 2023 une augmentation de près de 50 mille euros en raison des travaux d'aménagement et d'isolation réalisés dans les locaux du siège de Poitiers

Les dettes financières sont en forte diminution du fait du remboursement progressif du Prêt Garanti par l'État de 240 000 € souscrit en 2020. Elles s'élèvent à 37 169 € à la clôture.

Le niveau de trésorerie baisse par rapport à l'an dernier, mais reste élevé (+2,5 millions €), directement corrélé au niveau des avances bailleurs reçues.

Ce montant ne reflète pas cependant les variations importantes subies au cours de l'exercice.

Les fonds associatifs de 778 961€ baissent légèrement à la clôture. Le ratio Fonds associatifs/Total Produits d'exploitation est de 45,6 jours d'activité, en deçà de l'objectif de 50 jours fixé par le conseil d'administration.

Cette baisse des fonds associatifs résulte d'une part du déficit de 48 118 € de l'exercice, mais également du report en 2024 de l'obtention d'un prêt bancaire (40 000 €) prévu pour financer les travaux réalisés au niveau du siège en 2023.

LE MODÈLE ECONOMIQUE D'ID

Comme pour la majorité des ONG de développement, le modèle économique d'ID se caractérise par l'importance des subventions et autres concours publics.

Les fonds issus de la générosité du public ne représentent qu'un faible pourcentage du budget mais ont un rôle essentiel pour financer certaines actions spécifiques, pour compléter certains plans de financement et pour contribuer à l'équilibre financier de l'association.

Même si nous veillons à une réelle sobriété de notre fonctionnement et de notre collecte de fonds, notre action sur le terrain ne serait pas possible sans le soutien de nos donateurs particuliers. Nous les remercions chaleureusement.

L'équilibre économique de l'association repose enfin de façon significative sur des ressources propres, au premier rang desquelles figurent les produits générés par des prestations (accompagnement, évaluations, maîtrise d'ouvrage déléguée) confiées aux experts d'ID. Ces missions sont en même temps l'occasion pour les équipes d'ID de développer leur expertise.

ACTIF			PASSIF		
	Net 2023	Net 2022		Net 2023	Net 2022
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 189	0	Réserves et report	827 079	762 584
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	144 569	94 210	Résultat net de l'exercice	-48 118	64 496
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	4 913	6 876			
ACTIF IMMOBILISE	151 671	101 086	FONDS ASSOCIATIFS	778 961	827 080
			Provisions pour risques et charges		46 262
CRÉANCES	1 970 905	1 372 715	DETTES FINANCIÈRES	37 169	42 925
DISPONIBILITÉS	2 465 987	3 493 866	AUTRES DETTES	3 672 585	3 965 008
ACTIF CIRCULANT	4 436 892	4 866 581	TOTAL DETTES	3 709 754	4 007 933
Comptes de régularisation actif	1 069	622	Comptes de régularisation passif	99 848	87 015
TOTAL ACTIF	4 589 632	4 968 289	TOTAL PASSIF	4 589 632	4 968 288

RÉPARTITION PAYS 2023

HAÏTI 31%
TCHAD 23%
CONGO - GABON 15%
SÉNÉGAL
BURKINA FASO 10%
MADAGASCAR
COMORES 10%
BENIN 10%
FRANCE 1%

TRANSPARENCE FINANCIÈRE

> Les comptes d'ID sont audités et certifiés chaque année par notre Commissaire aux Comptes, le cabinet KPMG.

> Les programmes d'ID font régulièrement l'objet d'audits financiers externes spécifiques mandatés par nos bailleurs de fonds institutionnels.

> Un comité d'audit interne composé d'administrateurs et

de bénévoles qualifiés a pour mandat d'améliorer de manière permanente le contrôle interne de l'association et d'évaluer les risques financiers, juridiques et opérationnels de l'association.

> Les comptes d'ID ont été établis selon le règlement comptable ANC n°2018-06 du 05 décembre 2018. Le Compte d'Emploi des Ressources est remplacé par deux tableaux : un Compte de résultat par Origine et Destination et nouveau Compte Emploi Ressources optionnel pour les structures collectant moins de 153 000 € de dons auprès du public.



Retrouvez-nous sur
www.id-ong.org



29 rue Ladmirault
 86000 Poitiers
 Tél. : +33 (0)5 49 60 89 66
 E-mail : id@id-ong.org

ID est membre de



ILS NOUS SOUTIENNENT



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'UE et de l'AFD. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité d'ID et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'UE ou de l'AFD.